Vers le chemin de la vie : le discours communiste lors de la campagne médiatique contre les bagnes d'enfants, 1934-1938

On the Road to Life : French Communist Discourse and the Media Campaign against Juvenile Penal Colonies, 1934-1938

Kari Evanson

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhei/3525>

DOI : 10.4000/rhei.3525

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 octobre 2013

Pagination : 187-202

ISBN : 978-2-7535-2896-3

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

Kari Evanson, « Vers le chemin de la vie : le discours communiste lors de la campagne médiatique contre les bagnes d'enfants, 1934-1938 », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 15 | 2013, mis en ligne le 30 octobre 2015, consulté le 08 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/3525> ; DOI : 10.4000/rhei.3525

Ce document a été généré automatiquement le 8 mai 2019.

© PUR

Vers le chemin de la vie : le discours communiste lors de la campagne médiatique contre les bagnes d'enfants, 1934-1938

On the Road to Life : French Communist Discourse and the Media Campaign against Juvenile Penal Colonies, 1934-1938

Kari Evanson

- ¹ Vitrine internationale d'une pédagogie soviétique, le film *Le Chemin de la vie* (*putyovka v zhizn*, 1931) de Nicolaï Ekk, raconte la construction d'une colonie pour mineurs. Il s'inspire de la mise en place de la commune Bolchevo (1924) qui repose sur le travail pédagogique d'Anton Makarenko et la mise en place de sa première colonie pour enfants abandonnés et délinquants d'Ukraine : la colonie Gorki, fondée en 1920¹. Le film met en scène les principes d'éducation sociale élaborés par Makarenko et d'autres éducateurs soviétiques, principes qui reposent sur la nature volontaire du séjour, le travail productif pour le bien de la collectivité, l'engagement personnel dans l'organisation et l'administration de la commune. L'importance de cette pratique éducative au niveau international s'est affirmée au moment de la publication du *Poème pédagogique*, livre où Makarenko retrace son expérience de la mise en place des colonies de Gorki et de Dzerjinski pendant les années 1920. Depuis sa traduction en français en 1939, cet ouvrage demeure une « référence incontournable de la pédagogie »². Or ce « rêve d'une collectivité s'éduquant elle-même » doit vite faire face aux réalités de l'époque et se heurte aux difficultés matérielles et à l'inertie de la société³. Comme l'a bien remarqué Dorena Caroli, *Le Chemin de la vie* constitue une manipulation de l'histoire de la protection sociale des enfants abandonnés et des délinquants juvéniles⁴. En promouvant ce mythe du collectivisme, il occulte le rôle toujours grandissant de la Guépéou (l'OGPU), la police politique de Staline, dans la gestion des colonies pour jeunes délinquants et enfants des rues ou *besprizornye*, gestion qui autorise la répression et la déportation. Selon Dorena Caroli, « ce fut la publication du *Poème pédagogique* de A. S. Makarenko, en 1935, qui fit

place à la période stalinienne, et à la reprise en main des *besprizornye* par l'OGPU, fer de lance de la répression des "ennemis du peuple"⁵ ».

- 2 En France, ce mythe a la vie longue. Le parti communiste français (PCF) et ses organisations satellites humanitaires affirment dans leur discours sur la protection sociale de l'enfance malheureuse, la nécessité de montrer à ces enfants « le chemin de la vie ». Le mythe d'une collectivité enfantine susceptible de donner un jour naissance à une société nouvelle se présentait comme la réponse parfaite au problème des colonies pénitenciaires pour mineurs. Et c'est *Le Chemin de la vie* qui a surtout véhiculé cette image de la réussite du collectivisme à l'étranger ainsi qu'une célébration du socialisme international. Des références au film ainsi que des projections en séance privée ont ressurgi lors de la révolte à Belle-Île en 1934 et avec le commencement du scandale des bagnes d'enfants⁶. Au moment où le pénal commençait à prendre le dessus sur l'éducation dans le traitement des délinquants juvéniles en URSS, la France célébrait encore ce mythe de l'éducation soviétique.
- 3 *Le Chemin de la vie* est produit par *Mejrabpom*, la compagnie de production cinématographique liée au Secours ouvrier international. Le film surgit sur la scène internationale à l'occasion de la première édition de la Mostra de Venise en 1932 où Nikolaï Ekk gagne le prix du meilleur réalisateur, qui est alors décerné par les spectateurs puisque le principe du jury n'est mis en place que lors de l'édition de 1934. Premier film russe parlant, cette perle de l'histoire du cinéma raconte la construction d'une colonie de travail pour mineurs vagabonds et délinquants. L'action du film se déroule en 1923, directement après la famine de 1921 qui avait jeté de nombreux enfants à la rue. Ces enfants vagabonds, les *besprizornye*, étaient devenus un tel problème que le gouvernement soviétique ne pouvait plus les ignorer⁷. Le personnage principal, Nicolas Sergeyev, pédagogue dont la démarche rappelle celle de Makarenko, tente d'apporter une solution au problème des enfants abandonnés. Il invite les jeunes garçons à le rejoindre dans son projet de collectif de travail. Sergeyev débute alors avec un premier groupe de jeunes et petit à petit la confiance s'installe et ils se mettent à travailler ensemble à la construction d'un chemin de fer qui reliait la colonie à la ville la plus proche. Malgré des actions de sabotage menées par le chef de bande, Jigan Mikhaïl Jarova, les enfants réussissent à mener à terme ce projet. Seulement, le premier voyage du train se transforme en cortège funèbre pour un des enfants, Mustapha, qui a été tué par Jigan.

Les images de la délinquance juvénile

- 4 Tout comme la presse populaire, le PCF s'est intéressé au scandale des bagnes d'enfants, comme en témoignent les articles qui lui sont consacrés dans ses publications (*L'Humanité*, *Ce Soir*, *Avant-garde* et *La Défense*). Mais ce sont surtout les associations satellites d'entraide (le Secours rouge international et le Secours ouvrier international) qui, de par leur politique d'ouverture au social, ont formulé la réponse communiste au problème des colonies pénitenciaires pour mineurs. Par le biais d'enquêtes dans leurs journaux respectifs, de publications de brochures et d'organisations de meetings, ces deux associations ont célébré la réponse soviétique à la délinquance juvénile. Elles font référence à la commune de Bolchevo et à la nécessité de montrer aux enfants perdus de l'hexagone « le chemin de la vie ».

- 5 Ces deux associations de secours sont issues de la réponse du *Komintern* à la répression antirévolutionnaire en Europe⁸. Fondé à Moscou en 1922, le Secours rouge international, dont la section française est créée en 1923, a pour mission « de prêter un secours matériel, moral, politique et juridique aux victimes de la lutte de classes révolutionnaire sans distinction de parti dans le monde entier, en éveillant et développant la solidarité internationale des masses laborieuses⁹ ». Le Secours ouvrier international, créé lors du congrès de Paris en 1924, s'inscrit dans le vaste mouvement humanitaire qui accompagne la fin de la première guerre mondiale et dont le secours aux enfants constitue une des préoccupations essentielles¹⁰. Vite concurrencé par le Secours rouge international, le Secours ouvrier international se focalise exclusivement en décembre 1935 sur l'enfance malheureuse en devenant l'Association nationale de soutien de l'enfance (ANSE)¹¹. Au même moment, le Secours rouge international se transforme en Secours populaire de France et des colonies (Secours populaire français), en réponse à la nouvelle ligne, suivie depuis Moscou et impulsée par le discours de Thorez du 26 juin 1934, qui prône la lutte antifasciste et le front unique¹². Cet abandon, à partir de la fin de 1934, du discours « classe contre classe » conduit à ce glissement sémantique de « classe » au « peuple », de Secours « rouge » à Secours « populaire ». Le but de l'association change au moins au niveau du discours, et passe de la défense à la solidarité, changement qui traduit une plus grande ouverture à la solidarité sociale.
- 6 Or, lors de la révolte et de l'évasion de 56 colons de Belle-Île en août 1934, c'est encore le discours de classe qui domine dans les réponses du Secours rouge international et du Secours ouvrier international. Si les deux associations désignent le capitalisme comme le coupable et en fait la cause même de l'existence des bagnes d'enfants, elles ne présentent pas les colons de la même manière. Tandis que le Secours rouge international ou plus tard le Secours populaire français traite du cas très spécifique des enfants à Belle-Île ou de celui de Roger Abel, mort de tuberculose à la colonie correctionnelle d'Eysses en 1937, le Secours ouvrier international occulte ses exemples spécifiques pour mener une discussion sur l'enfance malheureuse en général. L'explosion de la campagne médiatique contre les bagnes d'enfants donne donc l'occasion aux deux associations de saisir l'indignation populaire qui a été révélée et alimentée par la presse pour lancer un programme d'éducation et d'action.
- 7 En qualité d'association de défense des détenus, le Secours rouge international s'est directement lancé dans la campagne médiatique lors de la révolte de Belle-Île afin de défendre ces adolescents qui ont protesté contre leur enfermement. Le Secours rouge international qui entend faire de son organe de presse, *La Défense*, un journal de masse, entreprend une grande enquête sur les bagnes d'enfants et les conditions de détention à Belle-Île¹³. Envoyé sur place, Joseph Clément Didier, métallurgiste et membre du comité central du Secours rouge international, se met donc dans la peau du grand reporter justicier qui doit faire surgir la vérité. Outre son enquête sur place, Didier participe aussi à de nombreuses conférences sur les bagnes d'enfants organisées dans le Morbihan¹⁴. L'intervention de Didier doit répondre à la question posée par le journaliste Pierre Marnaves dans *La Défense* : « Mais pourquoi sont-ils partis ? Pourquoi ont-ils tenté cette aventure insensée, avec pas une chance sur mille de réussir¹⁵ ? » En guise de réponse, Marnaves et Didier présentent les colons de Belle-Île comme victimes du gouvernement bourgeois. Victimes certes, mais non sans défense. Ces adolescents ont été poussés à s'évader par les conditions brutales d'emprisonnement et ont courageusement protesté contre ces conditions par une mutinerie spontanée. En peignant les colons comme

adolescents victimes d'un régime mais aussi comme jeunes travailleurs ayant acquis un métier, le Secours rouge international veut relier la lutte des colons de Belle-Île et la grande lutte du prolétariat¹⁶. Ces colons étaient alors moins des enfants innocents ou malheureux que des travailleurs opprimés par un régime disciplinaire. Afin d'insister sur cette image, Didier se concentre exclusivement sur l'appareil disciplinaire au lieu de présenter un panorama général de la colonie comme c'est le cas des reportages classiques

¹⁷.

- 8 En ce monde clos qui doit illustrer le monde du travail, ces jeunes colons sont constamment sujets aux brimades et à l'injustice de leurs patrons : les gardiens. Didier présente l'histoire du jeune Roy comme un parfait exemple de cet environnement d'oppression. Cité comme un des meilleurs travailleurs de l'établissement, Roy a même été autorisé à fabriquer ses propres outils en vue d'une libération prochaine. Selon Didier, un gardien décide un jour de provoquer Roy en le mettant au pain sec sans justification. Incapable de contenir sa colère, Roy riposte. Comme punition pour son insubordination et aussi pour avoir provoqué une mêlée dans le réfectoire, Roy est mis en cellule. Le meilleur ouvrier de la colonie a atteint sa limite.

« Il a supporté bien des choses depuis des années ; il a travaillé avec acharnement pour essayer d'oublier ses souffrances. Il avait pu se contenir jusqu'à présent. Mais il a été provoqué, poussé hors de lui-même. Alors il s'est battu et, en cellule, il s'est immédiatement évadé. Roy fut repris deux jours après. Roy, le meilleur ouvrier de la colonie, fut condamné à 101 jours de cellule ! Comment qualifier la barbarie des bourreaux de Belle-Île¹⁸ ? »

- 9 Cette anecdote rejoint la critique selon laquelle les prisonniers sont tout simplement des bêtes de somme pour la colonie, ne recevant que peu de salaire et subissant les pires traitements. Ce petit monde clos devient donc un exemple, certes extrême, mais aussi dissimulé, du monde du travail en général. Obligés de travailler pour le bien de l'État, ces adolescents ne reçoivent pas de salaire et en plus ils doivent subir une discipline aussi sévère qu'arbitraire.
- 10 Pour suggérer les premières lueurs d'un mouvement révolutionnaire, Pierre Marnaves cite une autre histoire : celle de la mort d'un gardien à bord du sardinier de la colonie : l'Aroak¹⁹. Bien que Marnaves ne soit ni le premier ni le dernier à citer cette histoire, ce sont les rapports tacites de cet événement avec la Révolution bolchevique qui le rend unique. Un ancien pupille, Eugène Viard, évoque la version suivante, qu'il situe en 1907 : pendant trente jours en mer sans rien à manger à part des pommes de terre crues, les colons subissent le traitement brutal du seul gardien à bord. Après une dispute au cours de laquelle les enfants ont reproché au gardien les traitements subis à la colonie, les jours passés au cachot et les mensonges exigés lors des inspections, une corde s'enroule autour de la nuque du gardien dépassé par les circonstances. Par vengeance, les enfants saisissent la corde et suspendent le gardien contre la voile. Pour Marnaves, les conditions que vivaient ces adolescents excusent même un meurtre. « Régime de honte dont la rigueur inexorable a poussé jusqu'à l'implacable vengeance de jeunes cœurs qu'un peu d'amour aurait rendus radieux²⁰. » La similitude avec la mutinerie à bord du *Cuirassé Potemkine* dont le film d'Eisenstein raconte l'histoire, caractérise alors l'importance de ce rappel historique dans le récit de *La Défense*²¹. Pour les journalistes de *La Défense*, cette mutinerie organisée par les cinquante-six colons de Belle-Île compte parmi les premières lueurs d'une révolution à venir. Avec l'aide de la classe ouvrière et du Secours rouge international cette protestation des colons doit conduire à la destruction des bagnes d'enfants. Ce refus d'obéissance collectif est perçu par le Secours rouge international

comme marquant le début d'un mouvement collectif que le peuple doit saisir. « Le Secours rouge appelle les travailleurs à lutter contre ces ignominies. Il appelle aussi les colons de Belle-Île à résister aux mauvais traitements qui les accablent, à protester collectivement contre toute brimade²². » Tout comme l'armée ou les prisons militaires, les colonies pénitenciaires pour mineurs ne sont, pour les éditeurs de *La Défense*, qu'un exemple de plus du pouvoir exercé sur une classe ouvrière opprimée.

- 11 Par contre, dans un autre article publié dans *La Défense* et lors des meetings dans le Morbihan, Didier rappelle que, même si les détenus de Belle-Île subissent le même sort que tous les enfermés des gouvernements bourgeois et que leur sort peut être comparé à celui des adultes, ces détenus sont avant tout des enfants. Orphelins pour la plupart, ces colons ont grandi au sein de l'Assistance publique avant de se trouver dans les colonies pénitenciaires de l'État. Tout simplement victimes d'un régime économique, ils ne devraient pas se trouver dans une prison pour enfants. « 90 % des détenus sont là pour des délits insignifiants, imputables à la misère, donc au régime capitaliste qui l'engendre. Il n'est même pas besoin de soins attentifs d'un psychiatre pour les rendre utiles à la vie sociale : du travail et la liberté, telle est l'unique médication qui sera pour eux salutaire²³. » Par son discours le Secours rouge international relie la mutinerie à bord du *Cuirassé Potemkine* et *Le Chemin de la vie*. Puisque ces adolescents se sont égarés en raison d'un régime économique, il suffit de leur montrer « le chemin de la vie ».
- 12 Pris dans la rhétorique du discours antifasciste, le Secours populaire français réagit à la mort de Roger Abel à la colonie correctionnelle d'Eysses en évitant de mettre en cause le régime économique, et concentre ses attaques sur les éléments fascistes au sein de l'Administration pénitentiaire hostiles au programme du Front populaire. La colonie correctionnelle d'Eysses, n'est pas une colonie ordinaire. Elle est réservée aux mineurs indisciplinés des autres institutions correctives. Après une autre révolte à Belle-Île durant l'automne 1936, Roger Abel est envoyé dans cette colonie au régime disciplinaire particulièrement dur, non pas pour sa participation à la mutinerie, mais à titre préventif, pour éviter un autre soulèvement. Victime d'une injustice grave, bientôt envoyé au « mitard » et mis au « pain sec », Abel meurt d'épuisement et de tuberculose. Dans une brochure publiée par le Secours populaire français, *L'enfance martyre. La mort d'Abel Roger. Victime des bagnes d'enfants* (1937), l'avocat Paul Vienney soutient que cette injustice ne vient pas principalement du régime capitaliste, mais de l'extrême droite qui a des partisans au sein de l'Administration pénitentiaire²⁴.
- 13 Victime des bagnes d'enfants, Roger Abel est aussi et surtout victime des éléments fascistes de l'Administration pénitentiaire, qui selon Jean Chauvet, secrétaire du Secours populaire français, ont directement contribué à sa mort.

« Pour lutter contre le gouvernement du Front populaire, tous les moyens sont bons, jusqu'à prendre toutes sortes de mesures contre cet enfant, jusqu'à le mettre pendant trente-huit jours dans un cachot, dans un souterrain, et lui apporter tous les quatre jours un peu de soupe. Il y a à Eysses des enfants qui sont couverts de coups, il y a à Eysses des ennemis du Front populaire qui font tout pour irriter la population en s'en prenant aux enfants²⁵. »
- 14 Paul Vienney reprend cette interprétation dans sa brochure et soutient que des membres malintentionnés de l'administration ont pris Abel en otage avec le désir criminel d'atteindre le gouvernement du Front populaire.
- 15 Avant d'arriver à Eysses, Abel avait été placé à l'instigation de son père dans la colonie privée de Mettray si vigoureusement dénoncée par Alexis Danan. À la suite d'incidents, il

est transféré à Belle-Île. Vienney prétend qu'une fois dans les mains du gouvernement du Front populaire, la colonie de Belle-Île a opéré une transformation dans le caractère d'Abel en lui donnant le goût du travail. Dans sa brochure, Vienney commente les lettres qu'Abel a envoyées à ses parents des établissements de Belle-Île et d'Eysses. Vienney note que l'enfant turbulent a été placé à Mettray par un père excédé mais remarque que l'apprentissage d'un métier à Belle-Île l'a calmé. « L'enfant révolté assagi, se calme. Il a trouvé dans sa nouvelle résidence un métier qui émousse ses forces trop vives et lui rend l'équilibre²⁶. » Abel serait même l'exemple de la réussite d'une rééducation par le travail. En quittant sa famille pour entrer dans les colonies pénitenciaires de l'État, il a donc bénéficié d'un nécessaire apprentissage, mais n'a pas rencontré la liberté essentielle à sa renaissance.

« Au fond le problème est là : il s'agit de savoir si le vrai coupable est bien l'enfant, ou s'il ne serait pas plus juste d'accuser tous ceux qui n'ont pas su ou pas voulu lui donner la joie de vivre dans un milieu sain, de développer harmonieusement ses forces physiques, à l'air et à la lumière, de s'instruire et d'employer ses facultés à un métier qui lui donne naturellement le sens de l'équilibre, la conscience de ses responsabilités et le goût de la droiture²⁷. »

- 16 Au lieu de gardiens de prison, Roger Abel avait surtout besoin d'éducateurs. Ayant déjà témoigné du bienfait de l'apprentissage d'un métier, ce jeune homme avait surtout besoin d'une expérience comme à Bolchevo « où le jeune délinquant n'est pas accablé, mais transformé, où l'étude et les jeux sont substitués à la contrainte, et où des éducateurs appropriés s'efforcent de déraciner ses mauvaises habitudes pour le remettre sur le "chemin de la vie" ²⁸ ».

Le Chemin de la vie passe par *Bolchevo*

- 17 Que le coupable soit le régime capitaliste ou le fascisme, la réponse reste la même. Il faut montrer à ses enfants « le chemin de la vie » en s'inspirant de l'expérience de Bolchevo. Si les colons de Belle-Île ou d'Eysses doivent être régénérés par le travail, selon la prescription même de l'Administration pénitentiaire, le PCF ainsi que ses organisations satellites, le Secours rouge international et le Secours populaire français en particulier, s'efforcent de montrer que cette soi-disant rééducation passe surtout par la violence et l'exploitation. Comme le dit Kirill Henkine dans *L'Avant-garde*, le journal des jeunesses communistes, « ailleurs, le criminel est exclu de la vie, sans possibilité de retour. En URSS, par le développement de son niveau culturel et politique et par le travail rationnel, on s'efforce, au contraire de le rendre à la vie sociale, lui restituant sa qualité de travailleur et de citoyen²⁹ ». Devant le problème des colonies pénitenciaires en France et la crise de la rééducation des délinquants juvéniles, il suffit de regarder vers la Russie soviétique et de profiter de la richesse de son expérience. Fortuné Gastou, écrivant pour *La Défense*, n'hésite pas à souligner la nécessité de « s'inspirer du "miracle de Bolchevo" ³⁰ ».
- 18 Selon les éditeurs de *l'Humanité*, Bolchevo n'est cependant pas un « miracle » mais une « méthode d'éducation profondément sage et en même temps excessivement simple qui peut seulement être mise en pratique au pays des Soviets³¹ ». Les éditeurs des publications communistes s'efforcent de relier le mythe du *Chemin de la vie* avec la réalité concrète de l'expérience menée à Bolchevo. Tout en célébrant cet exemple soviétique de rééducation par le travail, les auteurs, à travers leurs arguments et anecdotes font néanmoins directement allusion au film qui est devenu une référence « classique » dans

le discours communiste. Si le « chemin de la vie » représente ce rêve de créer l'homme socialiste, les Soviétiques l'ont accompli dans la réalisation et la réussite de la commune de Bolchevo.

- 19 La réussite de cette colonie de rééducation repose avant tout sur l'atmosphère de confiance mutuelle qui y règne, l'apprentissage d'un métier ne pouvant pas s'opérer dans la contrainte. Si les colons détenus en France vivent dans un environnement clos où ils ne rêvent que de liberté, comme le montrent les nombreuses évasions, les auteurs communistes, en parlant de Bolchevo, citent en premier « la cure par la confiance », étape nécessaire par laquelle doit passer tout adolescent lors de son entrée dans la commune. Dans le film, avant de partir pour la commune, Sergeyev donne quinze roubles à Mustapha pour acheter du pain et des saucissons pour le voyage³². Dans les yeux de Mustapha, les spectateurs voient qu'il se rend compte de l'occasion en or qui vient de lui être donnée. Tout comme les autres dans le train, les spectateurs attendent impatiemment de voir si Mustapha accomplira sa promesse de s'évader de n'importe quelle colonie. Or, au moment où le train démarre, Mustapha arrive en courant avec un sac plein de provisions. La transformation de l'enfant délinquant commence à ce moment. Si cette cure de confiance fait surtout partie du récit de la construction de Bolchevo, Jean Pons note que cet esprit règne dans toutes les communes construites d'après le modèle de Bolchevo où il n'y a ni barrières, ni gardiens. Même en appliquant ce principe de « portes ouvertes », les communes n'affichent pourtant jamais d'évasions. Comme le remarque le pédagogue soviétique Pogrebinsky, cité dans *l'Humanité*, « ce sont des hommes libres qui ont compris l'impossibilité de continuer leur vie « facile » – bien peu facile en réalité – et qui veulent l'abandonner pour mener une vie de labeur³³ ». Preuve pour *l'Humanité* que ces adolescents ne sont pas fondamentalement mauvais mais qu'ils ont seulement besoin de liberté et de travail.
- 20 Dans les colonies pour mineurs en France, la rééducation par le travail passe surtout par la contrainte et l'exploitation. À Bolchevo, l'apprentissage d'un métier qui convient à l'adolescent ouvre la voie à la réinsertion dans la vie sociale. Paul Vaillant-Couturier, en particulier, célèbre l'exemple de Bolchevo où il a rencontré des adolescents transformés par leur expérience et par l'apprentissage d'un métier contre lequel ils avaient échangé leur vie criminelle. Il cite alors l'exemple d'un jeune ingénieur qui a encore « l'accent nasillard du milieu et qui professait dans une école d'apprentissage. Il avait fait successivement vingt-deux maisons d'enfants – histoire de voyager, disait-il – jusqu'au jour où il s'était découvert une vocation scientifique³⁴ ». Cette anecdote renvoie aussi au film et au personnage de Mustapha. Se vantant de s'être toujours évadé de chaque maison dans laquelle on le plaçait, Mustapha s'épanouit dans ce nouvel environnement de travail et de liberté. À un moment du film, le réalisateur alterne deux scènes, une montrant Mustapha en train de couper en morceaux une robe volée et l'autre le montrant en train de couper des morceaux de cuir pour la fabrication de souliers, en notant qu'il a appris à utiliser son savoir-faire de la rue pour le bien de la commune. L'évolution de Mustapha est alors presque complète. « Par l'accueil fraternel, par le sport, par l'instruction, par le travail, PAR LA LIBERTÉ, les travailleurs, maîtres du pouvoir, leur parti, le parti bolchevik, en ont fait des hommes³⁵. »
- 21 Face à l'environnement français de rééducation avant tout pénale, le PCF donne l'exemple de Bolchevo où les Soviétiques ont réussi à créer « une société sans classe, sans exploitation de l'homme par l'homme et sans profit capitaliste et individuel³⁶ ». Le Secours rouge international a cependant insisté sur la formation professionnelle en occultant la

question de l'instruction. En fait, ayant atteint l'adolescence, ces enfants ont besoin de réapprendre la vie en société avant d'y retourner. Cet apprentissage de la vie sociale passe par la formation professionnelle qui leur donne le goût d'un métier. Dans les communes soviétiques comme Bolchevo, ces adolescents sont sortis transformés. Laissés pour compte dans des sociétés capitalistes, ces enfants font partie des exclus de la société. En Union soviétique, ils font partie intégrante de cette nouvelle société de l'avenir. « Les Soviets ont créé un type nouveau d'individu, – l'homme socialiste – et cette création constitue dans l'histoire humaine une étape considérable³⁷. »

Vers la protection de l'enfance par l'État

- 22 Tandis que le Secours rouge international se focalise sur une formation professionnelle essentielle pour les adolescents enfermés, le Secours ouvrier international entreprend une vaste réflexion sur la protection de l'enfance en général. Il estime que l'existence de la délinquance juvénile signale un problème dans l'organisation de la société et que les délinquants juvéniles doivent être pris en charge dès la petite enfance. En d'autres termes, si le Secours rouge international, par sa référence à Bolchevo, entend traiter les symptômes d'une société inégale, le Secours ouvrier international par contre, cherche surtout à traiter les causes de la délinquance juvénile en procédant à un vaste programme de prise en charge de l'enfance par l'État. De plus, à la différence du Secours rouge international qui n'a pas questionné la place de l'Administration pénitentiaire dans la rééducation des délinquants juvéniles, le Secours ouvrier international, devenu par la suite l'ANSE a mis en tête de ses revendications le dessaisissement de l'Administration pénitentiaire de toute question concernant l'enfance et la justice des mineurs au profit d'un ministère de l'Enfance.
- 23 Tout comme le Secours rouge international et son successeur le Secours populaire français, l'expression de la solidarité du Secours ouvrier international ne se limite pas au secours mais s'étend à l'éducation des classes populaires afin de les sortir d'une ignorance néfaste. La libération des classes populaires doit passer avant tout par l'éducation. Dans les semaines qui ont suivi la révolte à Belle-Île, le Secours ouvrier international a publié une brochure, *Une plaie dans la société : les bagnes d'enfants* et a relancé son organe mensuel, rebaptisé *La Solidarité ouvrière*. Préfacé par Henri Wallon, *Une plaie dans la société* analyse le fonctionnement de la justice des mineurs en France en général et celui de la maison de correction d'Eysses en particulier, en présentant des témoignages d'anciens pupilles, des extraits d'inspections générales et enfin des propositions de réformes. La brochure doit servir à la fois comme une introduction aux problèmes de l'enfance malheureuse et pour un appel à l'action. « Cette brochure a pour but d'attirer l'attention du public, non seulement sur le scandale des bagnes d'enfants, mais sur l'ensemble du problème de l'enfance abandonnée, malheureuse, vicieuse ou criminelle³⁸. » Cette investigation devait conduire à la formation d'une « grande foule menaçante » qui ferait entendre au gouvernement les demandes du peuple. « Le gouvernement, insensible aux pleurs, insensible aux souffrances, sera favorablement impressionné, soyez-en sûrs, par la menace d'une tempête qui peut tout emporter. Le gouvernement cèdera à la force et à la force seulement³⁹. »
- 24 Aux moyens traditionnels d'éducation et d'agitation comme le journal, les brochures et les meetings, le Secours ouvrier international a ajouté le cinéma : « Et puisque c'est clair, l'un de nos buts, et le plus important, est de dessiller les yeux, d'instruire et d'éduquer les

masses, nous étions, par conséquent, amenés à saisir, à comprendre et à nous servir du cinéma⁴⁰. » Le cinéma est l'art même du peuple et ce moyen de communication de masse est le seul capable d'être compris de « toutes les foules assemblées ». Pour conforter sa présentation des colonies pénitenciaires en France et afin d'apporter une réponse, le Secours ouvrier international a donc réactualisé le film, *Le Chemin de la vie*, enlevé des salles depuis deux ans. Lors des meetings, surtout en région parisienne, le Secours ouvrier international fait suivre la conférence d'un spécialiste de l'éducation membre de l'association et le témoignage d'un ancien colon par une projection du film⁴¹. Le problème des enfants vagabonds en Union soviétique doit alors rappeler le problème en France des enfants abandonnés et malheureux.

- 25 Le Secours ouvrier international a donc élargi son argument dès le début de sa campagne pour intégrer toute la question de l'enfance malheureuse. Dans *Une plaie dans la société*, il a donc très peu parlé des événements à Belle-Île qui ont conduit à la publication de cette brochure pour se concentrer sur les conditions sociales et économiques à l'origine de la délinquance juvénile et des bagnes d'enfants. Si pour le Secours rouge international, les gardiens, en tant que représentants du gouvernement sont à l'origine de la répression, pour le Secours ouvrier international, les gardiens des colonies pénitenciaires ne sont pas les représentants du régime capitaliste et son système de punition mais de simples rouages dans la machine de répression tout comme les enfants. Ces gardiens sont simplement « de malheureux valets, des exécuteurs serviles qui appliquent avec plus ou moins de férocité un règlement⁴² ». Dans la même veine, les auteurs exonèrent les détenus et leurs parents qui les ont abandonnés physiquement et moralement. Pour étayer cette thèse d'innocence, la brochure revient à l'exemple d'Eysses où parmi les 180 détenus, seulement dix-huit sont des criminels selon la loi. Or, même ces criminels de vingt ans ne sont pas entièrement responsables de leurs crimes car victimes de leur environnement. « Ce ne sont pas des fils de famille, ce sont des fils de la misère. Tarés au moral et au physique, ils devaient être dépistés dès leur jeune âge, soignés et surveillés. La société les a abandonnés à leur milieu contaminé⁴³. » Les coupables ne sont donc ni les parents qui abandonnent leurs enfants, ni même les gardiens de prison mais le régime capitaliste qui a engendré les conditions susceptibles de pousser ces enfants vers la rue et le crime. « Coupable parce que c'est le régime qui instaure les bagnes d'enfants, cette institution qui déshonore un pays. Coupable aussi par l'anarchie qu'il engendre, par la misère qu'il provoque, par les guerres qu'il conduit ; c'est lui aussi qui crée des orphelins, les abandonne, les relègue dans ses bagnes⁴⁴. » Si les explications traditionnelles de la délinquance juvénile reposent sur la morale, le Secours ouvrier international trouve tout simplement une explication économique : la délinquance juvénile est liée à la pauvreté.
- 26 Dans les semaines qui ont suivi la révolte à Belle-Île, le Secours ouvrier international a publié un appel dans les journaux de gauche pour participer au Comité de lutte contre les bagnes d'enfants qui vient d'être constitué et dont Henri Wallon assure la présidence. En plus des activités d'information comme les conférences et la publication de la brochure susmentionnée sur les colonies pénitenciaires, ce comité a réuni un nombre important de spécialistes dans les domaines de l'éducation et de la justice des mineurs afin de proposer des réformes et de faire pression sur le gouvernement. Outre Henri Wallon, le comité comprend d'autres noms bien connus dans la question de l'enfance et proches du PCF, sans pour autant en être membres : l'avocat Georges Pitard, la pédagogue Marie Lahy-Hollebecque, la journaliste de *L'Œuvre* Hélène Gosset, Paul Langevin, Francis Jourdain et Henriette Nizan. Au cours de l'automne 1934, le travail du comité est partagé entre deux

commissions : une d'investigation, comprenant magistrats, médecins et anciens pupilles et une de recherche comprenant pédagogues et spécialistes de l'enfance⁴⁵. La commission d'investigation recueille des témoignages d'anciens colons et envoie des questionnaires adressés aux enseignants afin de mieux comprendre le réseau et le fonctionnement des colonies publiques et privées. La commission de recherche complète les recherches de ses membres avec des études sur les systèmes de protection de l'enfance non seulement en Union soviétique, mais aussi en Belgique et aux États-Unis⁴⁶, estimant que même dans un régime capitaliste, « il est possible de changer sensiblement l'état des choses, de réformer ⁴⁷ ». Lors de la réunion du 13 novembre 1934, où l'on peut compter plus de 1 000 participants, selon *La solidarité ouvrière*, le Comité de lutte contre les bagnes d'enfants a adopté à l'unanimité une résolution qui prévoit l'envoi d'une délégation, présidée par Henri Wallon, au ministère de la Justice pour présenter les résultats des recherches des commissions et les propositions de réforme.

- 27 Mais devant l'impossibilité d'obtenir une audience au ministère de la Justice et devant l'insuffisance des décrets-lois de 1935 qui ne règlent pas les problèmes fondamentaux de l'enfance malheureuse, le comité, maintenant sous la direction de l'ANSE, reprend son activité au printemps de 1936 et annonce la préparation d'un premier congrès national sur les bagnes d'enfants. Il se tient les 6 et 7 juin 1936 à Paris et réunit 168 délégués de diverses associations⁴⁸. Les intervenants, des spécialistes et des membres de l'ANSE, présentent le fonctionnement actuel des établissements publics et privés, la législation actuelle, ainsi que les théories pédagogiques et la place des éducateurs dans le domaine de la justice des mineurs. La projection du film, *Le Chemin de la vie* clôt l'une de ces réunions⁴⁹. Le journaliste Edmond Schlesinger note en outre qu'il ne faut pas oublier l'atmosphère d'optimisme qui régnait sur les deux jours. « Il faut ajouter l'optimisme – la certitude qu'un ordre nouveau qui fera disparaître avec les temps difficiles les enfants difficiles. Certes, l'ordre nouveau n'arrivera pas de lui-même, il faut y travailler. Le Congrès a fait du bon travail pour une enfance forte, libre et heureuse⁵⁰. »
- 28 Dans toutes les présentations du Secours ouvrier international sur l'enfance malheureuse et sur la réponse soviétique, tant dans les publications que dans la formation de commission de réforme, la question de la formation professionnelle a été éclipsée en faveur de l'instruction et de l'éducation des enfants. Lors du congrès susmentionné, l'ANSE et le Comité de lutte contre les bagnes d'enfants appellent à la réforme de la justice des mineurs et demandent à l'État de prendre en charge la totalité de la protection de la jeunesse aux dépens des institutions privées et confessionnelles. En insistant pour que le traitement de la déviance juvénile devienne une affaire de protection au lieu d'une affaire de justice pénale, les congressistes exigent que toutes les questions de jeunesse dépendent d'un ministère de l'Enfance et ne relèvent plus de l'Administration pénitentiaire. Formulée sous forme de pétition, riche de 18 000 signatures, cette demande a été symboliquement remise à Suzanne Lacore, sous-secrétaire à la Protection de l'enfance⁵¹.
- 29 Ce congrès et le travail du Comité de lutte contre les bagnes d'enfants reflètent alors le désir de ce comité et du Secours ouvrier international/ANSE en général d'influer sur la politique de l'enfance au sein du gouvernement français.
- « Il faut établir ce vaste réseau d'entreprises salutaires autour de l'enfant, que l'État trouve en lui-même, à l'aube de 1937, non seulement le même élan qui en 1881, le porta à réaliser l'école laïque, mais encore les principes directeurs de l'action⁵² ».

- 30 Dans une sorte de synthèse républicaine, le Secours ouvrier international et le Comité de lutte contre les bagnes d'enfants commencent, sous le Front populaire, à élaborer un projet qu'on retrouve en partie dans l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante qui a mis en place des mesures d'éducation, de protection, d'assistance et de surveillance. Réactualisant les principes pédagogiques des années 1920 et non l'exemple de Bolchevo, le Secours ouvrier international a adapté la pédagogie soviétique à une situation bien française tout en espérant l'avènement d'un ordre nouveau.

NOTES

1. Pour une histoire du traitement de la délinquance juvénile et des premières colonies pédagogiques, voir AUNOBLE Éric, « S'éduquer à part pour mieux s'intégrer ? Les communes pédagogiques en Ukraine soviétique (1920-1924) », *Revue d'histoire de l'enfance irrégulière* n° 7, 2005 p. 201-207 ; CAROLI Dorena, « Éduquer ou punir ? Les réformes du traitement de la délinquance juvénile en Russie et en Union soviétique (1897-1935) » *Histoire et Sociétés*, 25 avril 2008, p. 64-83 ; KHILLIG Getts, « A. S. Makarenko and the Bolshevo Commune », *Russian Education and Society*, vol. 44, n° 9, septembre 2002, p. 75-92.
2. AUNOBLE Éric, *op. cit.*, p. 202.
3. AUNOBLE Éric, *op. cit.*, p. 203.
4. CAROLI Dorena, « Socialisme et protection sociale : une tautologie ? L'enfance abandonnée en URSS (1917-1931) », *Annales. Histoire sciences Sociales*, n° 6, novembre-décembre 1999, p. 1315-1316.
5. CAROLI Dorena, *ibid.*, p. 1316.
6. Pour une histoire de la justice pour mineurs en France et aussi du scandale des bagnes d'enfants, voir GAILLAC Henri, *Maisons de correction*, Paris, Cujas, 1971, 379 p.
7. Pour une histoire de la prise en charge des enfants vagabonds par le gouvernement soviétique, voir CAROLI Dorena, *L'enfance abandonnée et délinquante dans la Russie soviétique (1917-1937)*, Paris, L'Harmattan, 2004, 366 p.
8. Pour une histoire du Secours rouge international et de sa section française, voir NATOLI Claudio, « Le Secours rouge international », dans GOTOVITCH José, MORELLI Anne (dir.), *Les solidarités internationales. Histoire et perspectives*, Bruxelles, Éditions Labor, 2003, p. 17-43 ; BRODIEZ Axelle, *Le Secours populaire français 1945-2000. Du communisme à l'humanitaire*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 2006, p. 27-43 ; GÉNÉVÉE Frédéric, *Le PCF et la justice des origines aux années 1950. Organisation, conceptions, militants et avocats face aux normes juridiques*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires de la faculté de droit de Clermont-Ferrand, 2006, p. 71-78.
9. *Dix années de Secours rouge international (1922-1932)* Paris, Secours rouge international, 1932. Cité dans GÉNÉVÉE Frédéric, « Le PCF et la justice... », *op. cit.*, p. 71.

10. MERCIER Lucien, « Le Secours ouvrier international en France », dans GOTOVITCH José, MORELLI Anne (dir.), *Les solidarités... op. cit.*, p. 43-54.
11. « Résolution du comité central du Secours ouvrier international, 8/12/1935 », *L'Enfance*, janvier 1936.
12. BRODIEZ Axelle, *Le Secours populaire français...*, op. cit., p. 33.
13. Archives départementales de Seine-Saint-Denis, *Archives du Secours rouge international*, 3MI7 7/67/1229, « Bulletin d'information 3 », mars 1935.
14. Archives départementales du Morbihan. *Établissements pénitentiaires*, Incidents, Y 475, « Rapport de la gendarmerie nationale, section Lorient », Lorient, 01/09/1934.
15. MARNAVES Pierre, « C'est pour se soustraire à une vie infernale que 56 jeunes détenus se sont évadés du pénitencier de Belle-Île », *La Défense*, 21/09/1934.
16. Comme le remarque Frédéric Génévée dans sa présentation des organisations satellites au PC, les actions du Secours rouge français se concentraient sur trois thèmes : la protection contre la Terreur blanche en insistant sur la violence exercée sur les prisonniers, la fortification de la solidarité internationale des travailleurs en publiant des matériaux sur la vie des détenus et leurs familles et l'organisation d'une liaison vivante continue entre la lutte des détenus et une lutte prolétarienne. *Le PCF et la justice...*, p. 73.
17. BOUCHARENC Myriam, *L'écrivain-reporter au cœur des années trente*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2004, 256 p.
18. DIDIER Joseph Clément, « Avec les jeunes révoltés de Belle-Île-en-Mer », *La Défense* 21/09/1934.
19. Cette histoire a été racontée pour la première fois dans le reportage de ROUBAUD Louis, *Les Enfants de Caïn*, Paris, Grasset, 1925, 243 p.
20. MARNAVES Pierre, « Six ans de torture dans l'enfer de Belle-Île-en-Mer », *La Défense* 12/10/1934.
21. Bien que censuré en France, le cuirassé Potemkine a été visionné périodiquement lors de séances privées à Paris. Le film a notamment été montré au Ciné-Club de France après sa formation en 1927. Cf. ALBERA François, « la réception du cinéma soviétique en France, dans les années 1920-1930 », *Les dossiers du Musée d'Orsay*, 59, 1996, dossier : « Le studio Mejrabpom ou l'aventure du cinéma privé au pays des bolcheviks », p. 117-128.
22. DIDIER Joseph Clément, « Avec les jeunes révoltés... », art. cit., *La Défense* 21/09/1934.
23. DIDIER Joseph Clément, *ibid.*, *La Défense* 14/09/1934.
24. VIENNEY Paul, *L'enfance martyre. La mort d'Abel Roger. Victime des bagnes d'enfants*, Paris, Secours populaire de France, 1937.
25. « Le Secours populaire de France veut construire la Croix-Rouge française », *Discours prononcé par Jean Chauvet à la conférence du Secours populaire de France et des colonies*, section du département de la Seine, 28/02/1937.
26. VIENNEY Paul, *L'Enfance martyre...*, op. cit., p. 24.
27. VIENNEY, Paul, *ibid.*, p. 18.
28. VIENNEY Paul, *ibid.*, p. 8.
29. HENKINE Kirill, « L'exemple de l'URSS : Bolchevo. Ici l'on fait des hommes ! », *L'Avant-garde*, 28/08/1937.

30. GASTOU Fortuné, « Toutes les circulaires prescrivant l'adoucissement du régime n'agiront jamais dans le sens du relèvement moral des colons », *La Défense*, 15/10/1937.
31. « Bolchevo », *L'Humanité*, 20/09/1934.
32. Khillig note qu'une scène semblable, qui illustre la première étape vers la socialisation, a été décrite en 1925 dans le journal, *Molodai bol'shevik*, première publication russe sur les Bolchévistes, avant d'être mise en scène par Ekk. Cf. KHILLIG Getts, « A. S. Makarenko... », *op. cit.* p. 78.
33. « Bolchevo », *L'Humanité* 20/09/1934.
34. VAILLANT-COUTURIER Paul, « De Belle-Île au "Chemin de la vie" », *L'Humanité*, 15/09/1934.
35. VAILLANT-COUTURIER Paul, « Civilisation ! », *L'Humanité*, 20/09/1934.
36. PONS Jean, « Bolchevo », *La Défense*, 5/11/1937.
37. PONS Jean, *ibid.*
38. Secours ouvrier international, *Une plaie dans la société : les bagnes d'enfants*, Bourges, Secours ouvrier international, 1934, p. 33.
39. Secours ouvrier international, *Une plaie dans la société...*, art. cit., p. 31.
40. « Le Secours ouvrier international et le cinéma : Pourquoi le cinéma ? », *Secours ouvrier international* 5/06/1928.
41. Une conférence par exemple à Sotteville-les-Rouen réunissait Marie Lahy-Hollebecque, pédagogue et Lucien Bossière, ancien pupille de la Nation. Leur intervention fut suivie par une projection du film. Cf. *La solidarité ouvrière*, février 1935.
42. Secours ouvrier international, *Une plaie dans la société...*, art. cit., p. 28.
43. Secours ouvrier international, *ibid.*, p. 29.
44. Secours ouvrier international, *ibid.*, p. 29.
45. « Contre les bagnes d'enfants où on tue de pauvres gosses... », *L'Avant-garde* 8/12/1934.
46. SARDY Jean, « Faisons le point ! La lutte contre les bagnes d'enfants », *La solidarité ouvrière* janvier 1935.
47. Secours ouvrier international, art. cit., p. 30.
48. « Vers la disparition des bagnes d'enfants (Compte rendu du premier Congrès national) », *L'Enfance*, 7/08/1936.
49. SCHLESINGER Edmond, « Le Chemin de la vie », *Vendredi*, 19/06/1936.
50. SCHLESINGER Edmond, *ibid.*, *Vendredi*, 19/06/1936.
51. « Vers la disparition... », *L'Enfance*, 7/08/1936.
52. *L'Enfance*, décembre 1936.

RÉSUMÉS

Afin de répondre au scandale des bagnes d'enfants qui a enflammé la presse populaire pendant l'entre-deux-guerres, les associations satellites du parti communiste français ont souligné l'importance de la pédagogie soviétique et la commune de Bolchevo pour la rééducation des délinquants juvéniles, en se référant au film *Le Chemin de la vie*. S'appuyant sur les principes socialistes de travail et de collectivité, cette pédagogie permettrait aux enfants difficiles, peints tantôt comme symptôme des maux du régime capitaliste en 1934, tantôt comme victimes d'éléments fascistes au sein du gouvernement du Front populaire en 1937, de commencer à regarder vers l'avenir et vers la formation d'une nouvelle société. La révolution et le chemin vers l'homme socialiste passerait invariablement par l'éducation et la protection de l'enfance.

In response to the *bagnes d'enfants* scandal that inflamed the popular press throughout the interwar period, the satellite associations of the French Communist Party, *Secours ouvrier international* and *Secours rouge international* highlighted the Soviet model of education and the collective work communes such as Bolchevo for the reeducation of juvenile delinquents as they were represented in the 1931 film, *The Road to Life*. Whether a symptom of the ills of capitalism in 1934 or a victim of fascist elements within the Popular Front government in 1937, the lost youth that inhabited French juvenile penal colonies and by extension French society as a whole, had only to be shown the Communist ideals of work and community – be led down the “road to life” – in order to begin to look towards the future. The revolution of the people and the path to the “new man” would pass invariably through the education and the protection of childhood.

INDEX

Keywords : French communist party, juvenile delinquency, the press, media, "The Road to Life", International Workers Aid Society, Workers International Relief

Mots-clés : parti communiste français, délinquance juvénile, presse, médias, « Le chemin de la vie », Secours ouvrier international, Secours rouge international

AUTEUR

KARI EVANSON

Kari Evanson est docteure en histoire, lectrice à Fordham university, New York.